

## **Déclaration CTL 27 janvier 2015**

Une fois de plus en 2015 la DGFIP est la direction modèle en matière de suppressions d'emplois dans notre ministère soit 2000 sur les 2500 aux Finances qui se traduisent en 25 emplois supprimés pour le département de l'Hérault.

Devant cette casse répétée des services de la DGFIP, les représentants FO-DGFIP 34, ont refusé de participer aux CTL traitant de ces suppressions en les boycottant.

Ce nouvel effort décrit par la Direction comme exigeant mais stable se traduit dans la réalité par une baisse constante des effectifs .25 suppressions supplémentaires pour 2015, c'est 25 agents de moins auxquelles s'ajoutent le double de vacances d'emplois pour exercer nos missions alors même que les services jonglent déjà avec les priorités pour survivre au manque de moyens tant physiques que matériels.

Le stress dans les services est en constante augmentation et l' espoir d'une amélioration à venir disparaît au fil des divers plans.

Pourtant chacun sait pertinemment quelle est l'origine du mal. De suppressions d'emplois en suppressions d'emplois, des structures ferment, des restructurations prolifèrent, l'accueil physique du public est devenu de plus en plus ingérable dans l'ensemble du réseau et davantage encore depuis la fusion.

Cette situation intenable vous a déjà amené à accepter des aménagements d'horaires d'ouverture à la demande des comptables et des agents, d'une manière informelle.

Aujourd'hui la Direction Générale veut donner un cadrage minimal des amplitudes d'ouverture et laisser aux directions locales les marges de manœuvres nécessaires pour faire comme elles le souhaitent, avec ou sans l'accord des Partenaires Sociaux

C'est pourquoi, il nous est demandé, à ce CTL, d'émettre un avis sur des modifications d'ouverture au public s'inscrivant dans un cadrage national minimal non validé dans le cadre du CTR, ce qui en dit très long sur la qualité du dialogue social dans notre administration.

Pourtant, depuis des années, le syndicat FO-DGFIP dénonce les suppressions d'emplois et les restrictions budgétaires qui mettent en péril l'exercice normal des missions et dégradent les conditions de travail des personnels.

Force est de constater aujourd'hui que l'Administration veut délibérément mettre en place les conditions d'une diminution de l'offre de service à l'usager, espérant ainsi le « désintoxiquer » de l'accueil physique. Serait-ce à dire, que la Direction Générale assimilerait les contribuables à des toxicomanes que nous devrions orienter vers des centres de désintoxication ?

Il nous semble à l'évidence que l'emploi du terme « désengorger » aurait été plus adapté et moins trivial !

Alors même que la fusion, à laquelle les personnels étaient majoritairement opposés, a été mise en place officiellement dans le but d'une amélioration du service au contribuable et à l'usager, les modifications des horaires d'ouverture au public témoignent aujourd'hui de l'aveu implicite de l'échec de la fusion.

L'administration est en effet dans l'incapacité de tenir ses propres engagements et n'a rien d'autre à proposer que des fermetures partielles afin de soulager les personnels qui n'en peuvent plus d'exercer leur mission de service public dans un contexte toujours plus pénible.

Le Syndicat F.O.-DGFIP ne méconnaît pas ces difficultés et la dégradation des conditions de travail qu'elles entraînent, mais il considère que les restrictions des horaires d'ouverture ne peuvent constituer qu'un palliatif immédiat et, qu'à terme, cela préfigure le démantèlement du réseau comptable à travers des fermetures de postes déjà programmées.

Cette analyse a d'ailleurs été confirmée par les propos tenus par les représentants de la Direction Générale lors des tournées en inter-régions, pour nous à Toulouse, et selon lesquels 850 postes comptables C4 seraient supprimés d'ici à 2018.

FO-DGFIP affirme donc que cette volonté de réduire le service public sous couvert d'améliorer les conditions de travail des agents n'est qu'un leurre visant à vider nos accueils et à pousser les usagers vers la dématérialisation et la communication virtuelle.

Il faudra bien répondre aux attentes des usagers! Il serait naïf de croire qu'elles diminueront au prorata des réductions d'ouverture des postes!!!

L'expérience montre que les contribuables et les usagers continueront de venir aux accueils des Finances Publiques et que l'organisation proposée ne fera qu'empirer la situation des personnels.

Les représentants FO-DGFIP sont en total désaccord aussi bien sur le fond que sur la forme de ce projet et refusent de donner une quelconque caution à un démantèlement programmé du réseau des postes comptables. Pourquoi, là encore, précipiter les choses quand une discussion sur la problématique "Accueil" est en cours.

FO-DGFIP-34 considère que les objectifs décrits dans la fiche de travail sont d'une mauvaise foi manifeste proche de l'insulte vis à vis des partenaires sociaux et des usagers.

Les représentants FO-DGFIP regrettent que la Direction Générale oublie que beaucoup de nos concitoyens ne maîtrisent pas les nouvelles technologies ou ne peuvent pas se les offrir.

Pour FO-DGFIP, l'abandon de l'accueil physique par une réduction drastique des horaires d'ouverture, en excluant les plus fragiles, ne peut que nuire à un service public républicain garant de l'égalité de traitement de tous.

FO-DGFIP porte d'autres ambitions pour le service public et considère que la solution réside davantage dans des effectifs suffisants et des moyens budgétaires à la hauteur des enjeux.

Vous proposez sur les recommandations de la Direction Générale que, dans les communes de plus de 10 000 habitants, l'amplitude minimum soit de 24 heures par semaine sur au moins 4 jours contre 30 heures sur 5 jours aujourd'hui. En revanche, les habitants des communes de moins de 10 000 habitants seraient traités comme des citoyens de seconde zone avec une amplitude minimale de 16 heures par semaine.

Ce n'est pas cette conception du service public républicain que défendent les représentants FO-DGFIP, d'autant que ces propositions ne règlent rien en matière de conditions de travail, mais au contraire menacent l'existence même du réseau.

Force sera de constater donc, qu'en matière de conditions de travail, l'amélioration ne sera vraisemblablement que de courte durée et la fermeture des postes entraînera inévitablement une mobilité forcée pour les personnels.

Nous avons débuté cette année dans un contexte très particulier, et nous tenons à réaffirmer notre soutien à toutes les victimes de la barbarie obscurantiste.

Les termes de valeurs républicaines de liberté d'égalité de fraternité et de laïcité ont souvent été employés. Aussi les élus FO-DGFIP-34 considèrent que justement le maintien de la présence de l'Etat sur l'ensemble de ses missions, au plus près du citoyen, sur tout le territoire est un moyen de préserver ces valeurs et ce peut être plus que de longs discours.